

## PARTICIPATION FINANCIÈRE

### ACT hébergement et ACT Hors les murs (Version 1 - Juin 2024)

Diagnostique (ce qui pose pb) Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>Garantir une équité dans la participation financière pour tous les résidents</li> <li>Respecter les textes législatifs et réglementaires</li> </ul>
Recommandations	Inscrire la participation financière légale dans les documents : livret d'accueil, règlement, contrat de séjour...
Postures et principes	<p>Respecter les textes : ne jamais excéder le montant maximum</p> <p>Dans le cas de prestations hors missions obligatoires (restauration, blanchisserie...) : possibilité de contrepartie financière ; le prix doit alors être communiqué préalablement aux résidents. Ces prestations doivent être proposées au libre choix du résident</p> <p>Il convient cependant de veiller à ce que la délivrance de prestations annexes n'entrave pas le travail à mener sur l'autonomisation des résidents, lequel fait partie intégrante des missions des ACT.</p>
Limites	<ul style="list-style-type: none"> <li>Si les personnes versent déjà une contribution par ailleurs (AHI par exemple) aucune participation n'est demandée.</li> <li>La participation financière éventuelle concerne les personnes avec ressources.</li> <li>Les recettes éventuelles de la participation financière sont des recettes en atténuation dans les comptes administratifs</li> <li>Pour les accompagnants aucune mention ne figure dans les textes réglementaires ; une participation peut leur être demandée ; il est recommandé de l'adapter aux ressources et de l'ajuster raisonnablement au nombre d'accompagnants.</li> </ul>
Méthodes et indicateurs d'évaluation (questionnement qualitatif ou quantitatif pour mesurer l'impact de l'action)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le maximum de participation financière (par résident) n'excède pas <b>10% du forfait journalier hospitalier</b> ( soit en mai 2024 : 2€/jour)</li> <li>Il est possible d'adapter le montant demandé en fonction du montant (ou de l'absence ) de ressources (c'est-à-dire demander moins de 2€/jour, voire rien)</li> <li>Les éléments de participation financière figurent dans les documents contractuels de la structure</li> <li>Les personnes accompagnées sont informées</li> </ul>
Moyens humains	(Informers les )Personnes intervenant dans le service, les services comptabilité et de facturation...
Les outils nécessaires	<p>Mise à jour des documents et du montant en fonction de l'évolution du forfait journalier hospitalier.</p> <p>Veille réglementaire pour suivi de l'évolution des textes</p>

<p>Pour aller plus loin Référence documentaire Point de contact et Expérimentations</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Art R174-5-2 du code de la Sécurité sociale</li> <li>• Articles D 312-154-1 et suivants du CASF</li> <li>• Décret n° 2002-1227 du 3 octobre 2002</li> <li>• Circulaire DGS/DGAS/DSS n°2002-551 du 30 octobre 2002 relative aux appartements de coordination thérapeutique (ACT)</li> <li>• Décret 2006- 642,</li> <li>• INSTRUCTION N° DGCS/1B/3A/5C/DSS/1A/DGS/SP2/SP3/2021/231 du 17 novembre 2021 (en annexe Cahier des charges relatifs aux ACT Hors les murs )</li> <li>• <b>Instruction budgétaire publiée au Bulletin officiel Santé - Protection sociale - Solidarité n° 2023/20 du 31 octobre 2023</b></li> <li>• <b>INSTRUCTION INTERMINISTÉRIELLE N° DGCS/SD1B/SD5B/DGS/SP2/SP3/DSS/SD1A/ 2023/170 du 23 octobre 2023 relative à la campagne budgétaire, pour l'année 2023, des établissements et services médico-sociaux (ESMS) accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques P.7</b></li> </ul>
---	---

*Merci à Madame Morgane Nicot de la DGS ( bureau SP2) pour sa relecture contributive.*